



Comité Social d'Administration Local en F S du 5 novembre 2024

Déclaration liminaire de l'Alliance CFTC - CFDT

Monsieur le Président,

Dans les discours aux agents, l'État et la DGFIP ne cessent de défendre l'eco-responsabilité, la réduction des dépenses publiques et l'amélioration du bien-être au travail. Mais, l'analyse des actes concrets démontrent que nous sommes plus dans la communication politique que dans une volonté réelle d'agir.

Nous détaillerons 3 preuves aujourd'hui de ce constat :

1- Le PLF de 2025 plafonne le budget de l'AGEFIPH (association de gestion des fonds pour l'insertion des personnes handicapées) pourtant interlocuteur privilégié pour les structures publiques dans la fonction publique.

2- La suppression des ponts naturels dès l'année 2025, qui sera une source de conflits et de difficultés managériales dans la gestion des équipes.

3- Et enfin au niveau local le déplacement de nombre d'agents de Béthune à Boulogne sur mer pour leur visite médicale. Si celle-ci est indispensable, on s'interroge sur les coûts écologiques et financiers engendrés.

L'alliance CFDT-CFTC 62 constate que de plus en plus d'efforts sont demandés aux agents, au détriment de leur vie professionnelle ou personnelle. Elle s'indigne du manque de reconnaissance global en retour, que ce soit au sein de la DGFIP ou de la société française.

Mais comment peut-il en être autrement quand le Ministre de la Fonction Publique, lui-même, décrédibilise ses agents, les serviteurs de l'État aux yeux de tous pour justifier l'augmentation des jours de carence ?

La dette de l'État n'est sûrement pas la responsabilité des agents de la DGFIP mais la conséquence de choix contestables de nos responsables.

Nous vous remercions pour votre écoute.

Les représentant(e)s de l'Alliance CFTC - CFDT

Frédérique Monchy, Titulaire, S I P de Lens

Yann Plouviez, Suppléant , P N C D de Béthune